

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25 rue des Ailes
ZA les Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SERIOPLAST FRANCE SAS

ZI
BP 19
37130 Langeais

Références : 2026 / 75
Code AIOT : 0010000719

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement SERIOPLAST FRANCE SAS implanté ZI Sud 37130 Langeais. L'inspection a été annoncée le 06/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de l'établissement a été réalisée dans le but de suivre les actions engagées par l'exploitant faisant suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 mars 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERIOPLAST FRANCE SAS
- ZI Sud 37130 Langeais

- Code AIOT : 0010000719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SERIOPLAST fait partie d'un groupe italien. Après une année 2022 déficitaire, le site de Langeais a fait l'objet d'un plan social réduisant le personnel de 65-70 personnes (intérimaires compris selon les périodes) à 35 personnes aujourd'hui. Les activités ont par ailleurs été réorganisées conduisant à la migration des activités de soufflage sur d'autres sites du groupe et à la réduction du parc machines de 21 unités à 9 aujourd'hui. Le secteur production fonctionne en 3x8, 5j/7. Aujourd'hui, la production de l'établissement est de 56 millions de flacons par an, contre 160 millions environ précédemment.

L'établissement assure plus particulièrement le flaconnage plastique pour les secteurs cosmétique, pharmaceutique et alimentaire à partir de billes plastiques chauffées, agglomérées, puis soufflées ou extrudées.

L'établissement est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 15000 du 4 mai 1998 autorisant la société POLYFLEX (nouvellement SERIOPLAST) à exploiter une unité de fabrication de flacons en plastique sur la commune de LANGEAIS (37130). Les dispositions de cet arrêté ont été complétées par l'arrêté préfectoral n° 17386 du 17 février 2004 et par l'arrêté préfectoral n° 18832 du 23 juillet 2010. Il est soumis à autorisation au titre de la rubrique de la nomenclature des installations classées n° 2661 relative à la transformation de polymères, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 18 tonnes par jour.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 55	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	Dispositions pour combattre tout commencement	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 57	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'incendie				

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modifications et classement des installations et activités	Code de l'environnement du 19/12/2024, article R.181-46	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 28	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 59	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 46	/	Levée de mise en demeure
7	Rejets atmosphériques canalisés	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Réduction des émissions de solvants	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de cette inspection sont détaillés au sein des tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications et classement des installations et activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2024, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications et classement des installations et activités
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de l'inspection du 27 juin 2022 que, consécutivement à la pandémie de covid19, la société a pris la décision de réorganiser l'ensemble de ses établissements pour mettre en place une plus grande proximité entre la production et le client final. Cette décision a induit notamment des transferts de machines entre sites du groupe, l'établissement de Langeais étant largement impacté. Sur les 27 machines initialement présentes, 9 machines hydrauliques ont d'abord été arrêtées, démantelées et vendues. En parallèle, 3 nouvelles machines offrant un potentiel de production plus important, consommant moins d'énergie et produisant moins de déchets ont été achetées et implantées, portant le parc machine à 21. Les activités de sérigraphie, consommatrices de solvants, ont également été arrêtées.</p> <p>Consécutivement, lors de l'inspection du 19 décembre 2024, l'exploitant a indiqué que le déficit observé lors de l'exercice 2022 a engendré un changement de stratégie conduisant en 2023 à un plan social (passage de 70 à 35 salariés) et la rationalisation des activités par le déménagement de l'essentiel des activités de soufflage sur un autre site du groupe, soit 2 machines. En parallèle, 10 petites machines ont été arrêtées, en cours de démantèlement avant évacuation comme déchets. Ces éléments portent le parc machine de l'établissement à 9 unités de production.</p> <p>Bien que l'exploitant ait fait valoir un devis du 2 décembre 2024 du bureau d'étude RDSI Environnement pour se faire accompagner dans la mise à jour et le classement des activités, aucune des informations relatives aux évolutions des activités de l'établissement n'a été portée à la connaissance du préfet. Ce constat a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 4 mars 2025.</p> <p>Afin de répondre à la mise en demeure, l'exploitant a justifié de l'intervention du bureau d'étude RDSI courant mars 2025 afin d'établir le bilan des activités réellement exercées et le classement associé au regard de la nomenclature des installations classées. Le projet de "porter à connaissance" établi conjointement par le bureau d'étude RDSI et la société SERIOPLAST a été adressé à l'inspection par courriel du 16 janvier 2026.</p>

Il ressort des éléments d'information communiqués qu'aucune activité réalisée aujourd'hui au sein de l'établissement ne relève du régime de l'autorisation.

Les activités de transformation de polymères liées à la rubrique ICPE n° 2661 relèvent du régime de l'enregistrement (18 tonnes/j : supérieur à 10 tonnes/j mais inférieur à 70 tonnes/j), alors que les activités de stockage de polymères (matières premières) liées à la rubrique ICPE n° 2662 (290 m3 : supérieur à 100 m3 mais inférieur à 1000 m3) et les activités de stockages de produits finis liées à la rubrique ICPE n° 2663 (8070 m3 : supérieur à 1000 m3 mais inférieur à 10 000 m3) relèvent toutes deux du régime de la déclaration.

Les évolutions concernant l'outil de production de l'établissement n'ont pas engendré de modification de la capacité de production. Le volume de matière première a en revanche été revu à la baisse, sans modification de classement alors que les activités sont dorénavant également classées sous la rubrique ICPE n° 2663 créée consécutivement à la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation initial.

Au travers du "porter à connaissance" adressé à l'inspection, l'exploitant s'est par ailleurs positionné sur les dispositions réglementaires applicables des arrêtés ministériels correspondants en identifiant les actions de mise en conformité requises (deux actions notamment concernées : mise à niveau de la détection automatique d'incendie en zone production et mise à niveau de la détection des fumées en zone de stockage). L'exploitant s'est engagé à mettre en conformité l'installation au cours du second semestre 2026.

Une modélisation de flux thermiques associée au scénario majorant d'incendie de l'établissement a par ailleurs été jointe au dit "porter à connaissance", confirmant le maintien de l'intégralité des flux thermiques de 5 kW/m² (seuil réglementaire des effets létaux) à l'intérieur du périmètre de l'établissement, ainsi que l'absence d'impact sur la zone de raccordement permettant aux services de secours d'accéder à la réserve d'eau pour l'intervention en cas d'incendie (hors flux thermiques).

Le porter à connaissance transmis par l'exploitant présente l'ensemble des informations attendues permettant d'apprécier les impacts des évolutions survenues sur les installations de l'établissement. Le point correspondant de la mise en demeure du 4 mars 2025 est levé.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 28

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2025

Prescription contrôlée :

Des dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau pluvial ou le milieu naturel.

Constats :

Lors des précédentes inspections, il a été constaté :

- L'acquisition par l'exploitant d'un compresseur rechargeable dont la mise en oeuvre, associé aux boudins gonflables présents au niveau des 4 exutoires du site, permettent d'obturer le réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées. Néanmoins, le maintien en permanence de la charge du compresseur nécessitait d'être pris en compte au travers d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours.
- L'acquisition par l'exploitant de boudins anti-inondation autogonflants au contact de fluides (atteignant une hauteur de 25 cm, stockés dans des armoires fermées situées au niveau de chaque portail), à disposer au niveau des seuils des portails d'accès au site en situation accidentelle, de sorte que soit constitué une capacité de rétention en mesure de retenir les eaux potentiellement polluées (volume de rétention calculé : 5211,5 m³).
- Le perçage des bordures en béton situées en périphérie du site, à la base de la clôture, en partie ouest, afin d'évacuer les eaux pluviales non polluées pouvant s'accumuler en fonctionnement normal, associées à des bouchons à mettre en place en cas de situation accidentelle pour rendre le dispositif étanche. Ce dispositif nécessitait d'être pris en compte au travers d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours, et d'un affichage extérieur spécifique au droit de la mise en place de ces bouchons, de sorte que l'espace soit constamment dégagé.
- L'existence de surfaces enherbées à l'intérieur du site, au contact de voies de circulation constituant normalement capacité de rétention en situation accidentelle, sans être associées à la présence de longrines permettant d'assurer la totale étanchéité du dispositif.

Lors de cette nouvelle inspection :

- L'exploitant a justifié de la réalisation d'opérations de maintenance préventive du compresseur tous les deux mois, notamment en vérifiant le bon fonctionnement de l'équipement tout en s'assurant de sa disponibilité en cas de besoin. La dernière vérification a été réalisée le 8 décembre 2025. Une fiche réflexe de maintenance préventive et de mise en oeuvre de cet équipement a été rédigée en août 2025 et jointe au plan d'intervention et de secours.
- Un test de la mise en place des bouchons associés aux bordures en béton situées en périphérie du site, à la base de la clôture, en partie ouest, permettant de contribuer au confinement des eaux d'extinction d'incendie, a été effectué (résultat du test concluant). Ce dispositif a par ailleurs été pris en compte au travers d'une fiche réflexe intégrée au plan d'intervention et de secours, et d'un affichage extérieur spécifique au droit de la mise en place de ces bouchons, de sorte que l'espace soit constamment dégagé.
- Les surfaces enherbées à l'intérieur du site, au contact de voies de circulations constituant normalement rétention en situation accidentelle, sont dorénavant associées à la présence de longrines permettant d'assurer la totale étanchéité du dispositif.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'intervention et de secours prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie sera élaboré, et si cela s'avère nécessaire, en liaison avec les Services Départementaux d'Incendie et de Secours.</p> <p>Ce plan pourra, sur sa demande, être communiqué à l'Inspecteur des Installations Classées.</p> <p>Il précisera notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation de l'établissement en cas de sinistre, - la composition des équipes d'intervention, - les modes de transmission et d'alerte, - les personnes à prévenir en cas de sinistre. <p>Ce plan, ou consigne générale, sera complété par des instructions particulières relatives aux divers ateliers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 27/01/2022, il a été constaté que le plan d'intervention et de secours prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie ne mentionnait notamment pas la coupure des arrivées de gaz présentes sur site (au nombre de deux : gaz de ville et citernes de propane).</p> <p>Lors de cette nouvelle inspection, l'exploitant a présenté le plan d'intervention et de secours établi en mars 2022 comportant une première partie sur les dispositions globales à mettre en oeuvre en cas de situation accidentelle, et une seconde partie de fiches réflexes correspondant à des situations et à la mise en oeuvre de dispositifs spécifiques.</p> <p>Le plan d'intervention et de secours a été complété, intégrant dorénavant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les fiches réflexes ou partie de fiches réflexe correspondant aux opérations de maintenance préventive associées au compresseur permettant la mise en oeuvre des obturateurs du réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées, ainsi qu'à

la mise en oeuvre des bouchons périphériques permettant de constituer la capacité de rétention en telle situation ;

- la présence de l'arrivée de gaz (gaz de ville uniquement dorénavant) et les opérations de coupure à réaliser en cas d'incendie, tout en y associant un affichage spécifique signalant leur existence et leur localisation.

Les trois citernes de propane précédemment présentes mais non fonctionnelles ont été démantelées pour éviter toute confusion lors d'un sinistre et faciliter la bonne réalisation des actions à engager en de telles circonstances. La vanne de coupure correspondante a également été enlevée.

Les actions engagées par l'exploitant permettent de répondre de manière satisfaisante au point correspondant de la mise en demeure du 4 mars 2025.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 55

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2025

Prescription contrôlée :

L'établissement sera pourvu de moyens de secours appropriés et en nombre suffisant pour les risques dus aux produits contenant des liquides inflammables, au matériel électrique ou autre, répartis dans les divers emplacements :

- robinets d'incendie armés assurant une pression en bout de lance suffisante et implantés selon les critères de danger définis par l'exploitant ;
- des poteaux d'incendie normalisés implantés à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;
- des extincteurs en nombre suffisant pour les risques encourus.

Tous ces matériels d'incendie seront périodiquement vérifiés et maintenus en bon état.

Constats :

Il a été constaté, lors de cette inspection, que l'établissement bénéficie :

- de 139 extincteurs régulièrement répartis au sein de l'établissement. Ces équipements ont fait l'objet d'une vérification et d'une mise à niveau par la société CHUBB respectivement le 31 mars

2025 et le 11 avril 2025.

- de 15 RIA régulièrement répartis au sein de l'établissement. Ces équipements ont été vérifiés le 11 juin 2025 et se sont révélés en bon état de fonctionnement.

Après avoir pris l'attache du SDIS courant 2016 pour définir précisément les actions à engager pour bénéficier d'une défense incendie appropriée au regard du scénario d'incendie le plus défavorable, il a été identifié :

- la nécessité de mettre en place un mur coupe-feu de degré deux heures entre l'atelier de production et l'entrepôt de stockage des matières premières et des produits finis, de façon à limiter les besoins en eau à 480 m³/h pendant deux heures, soit 960 m³.
- les trois poteaux incendie présents à moins de 200 m de l'établissement permettant de délivrer un débit simultané de 305 m³/h pendant deux heures, soit 610 m³, le déficit en eau d'extinction de l'établissement se montait à 350 m³.

Au vu des éléments d'information ci-dessus, l'exploitant a réalisé les actions suivantes :

- un mur coupe-feu de degré deux heures a été implanté entre l'atelier de production et l'entrepôt de stockage des matières premières et des produits finis comportant trois portes coupe-feu asservies à l'alarme incendie. Ces travaux ont été réalisés courant 2017.
- la réserve d'eau de 412 m³ désaffectée associée précédemment au système de sprinklage a été réhabilitée pour pallier le déficit d'eau pour l'extinction d'incendie de 350 m³ (960 m³ attendus au total). Ces travaux ont été réalisés, avec aménagement d'un trop plein à 2 mètres de hauteur et d'un accès pompiers spécifique. La réserve d'eau a par ailleurs été réceptionnée par le SDIS le 25 janvier 2021.

Néanmoins, l'exploitant a indiqué avoir sollicité par courriel les services techniques de la mairie de Langeais le 22 septembre 2025 (relancés le 2 février 2026) en vue récupérer les éléments d'information concernant le débit simultané des bornes incendies situées à proximité de l'établissement. Le 1er retour fait par les services techniques indiquait la réalisation prochaine de tests dans le but de confirmer les débits simultanés des trois bornes incendie concernées. Ces résultats seront communiqués consécutivement à l'inspection.

=> L'exploitant doit confirmer le débit simultané effectif des trois bornes incendie situées à proximité de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Dispositions pour combattre tout commencement d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 57
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme incendie et trappes de désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/06/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2025
Prescription contrôlée : <p>Des dispositions seront prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu.</p>
Constats : <p>Si l'établissement SERIOPLAST est équipé d'un système d'alarme incendie par capteur de fumées au niveau de la zone production, ce dispositif n'est pas associé à un report d'alarme exploitable rapidement. Par ailleurs, le dispositif de détection des fumées n'est pas étendu à la zone de stockage.</p> <p>L'établissement est néanmoins équipé de 50 trappes de désenfumage. Ces équipements, remis à niveau consécutivement à la précédente inspection, ont été vérifiés par la société CHUBB le 13 septembre 2025. Toutes sont en état de fonctionner. Un test a notamment été réalisé sur une des trappes située dans le secteur non utilisé de la zone de production sans révéler de dysfonctionnement.</p> <p>Le point correspondant de la mise en demeure du 4 mars 2025 a fait l'objet des actions correctives attendues.</p> <p>=> Si l'établissement SERIOPLAST est équipé d'un système d'alarme incendie par capteur de fumées au niveau de la zone production, ce dispositif n'est pas associé à un report d'alarme exploitable rapidement.</p> <p>=> Le dispositif de détection des fumées n'est pas étendu à la zone de stockage.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation électrique sera faite selon les règles de l'art et sera entretenue en bon état. Elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par le Bureau Véritas le 23 juin 2025. Le certificat Q18 établi à cette occasion conclut à l'existence de 2 anomalies générant un risque d'incendie. Ces dernières ont fait l'objet des actions correctives correspondantes le 30 septembre 2025, par l'intervention de la société CATEK. Pour rappel, les 13 anomalies électriques générant un risque d'incendie pour lesquelles il n'avait pas été constaté l'engagement des actions correctives correspondantes lors des précédentes inspections ont depuis été levé (interventions EIFFAGE et CATEK). Le point correspondant de la mise en demeure du 4 mars 2025 a de fait été levé lors de la précédente inspection. => Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Rejets atmosphériques canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques canalisés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2025
Prescription contrôlée : Les émissions de gaz, vapeurs, fumées et poussières provenant d'installations quelconques ne devront pas entraîner dans les zones environnantes des teneurs en substances polluantes supérieures aux valeurs limites admissibles pour la protection de la santé publique et de l'environnement. Les valeurs limites d'émission, ramenées à ces conditions normales de température (0°C) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sont les suivantes (sauf cas particuliers définis par ailleurs dans le présent arrêté) : <ul style="list-style-type: none"> - oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre): 300mg/Nm3 - oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote): 500mg/Nm3 - composés organiques (exprimés en méthane): 150mg/Nm3 - poussières totales : 100mg/Nm3

<p>Constats :</p> <p>Les 3 machines capotées générant des rejets canalisés, de même que les deux chaudières de l'établissement (respectivement 400 KW et 390 KW), ont fait l'objet d'une campagne de mesures le 16 décembre 2025 (intervention BUREAU VERITAS).</p> <p>Le rapport issu de cette vérification a été consulté. Aucun écart des paramètres mesurés (NOx, COV, CH4, SO2, poussières) n'a été constaté.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Réduction des émissions de solvants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des émissions de solvants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions seront prises pour limiter l'émission de solvants à l'atmosphère, notamment par une réduction de la consommation à la source.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les activités de sérigraphie, principales consommatrices de solvants, ont été arrêtées en 2021. L'exploitant a par ailleurs identifier les quantités de solvants, de nettoyage notamment, utilisées par ailleurs. Ces dernières se montent à environ 10 litres par an, n'engendrant ni classement au titre de la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ni obligation de constituer un plan de gestion de solvants.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>